



Office de la propriété
intellectuelle
du Canada

Un organisme
d'Industrie Canada

Canadian
Intellectual Property
Office

An Agency of
Industry Canada

RAPPORT ANNUEL 2009-2010 DE L'OPIC

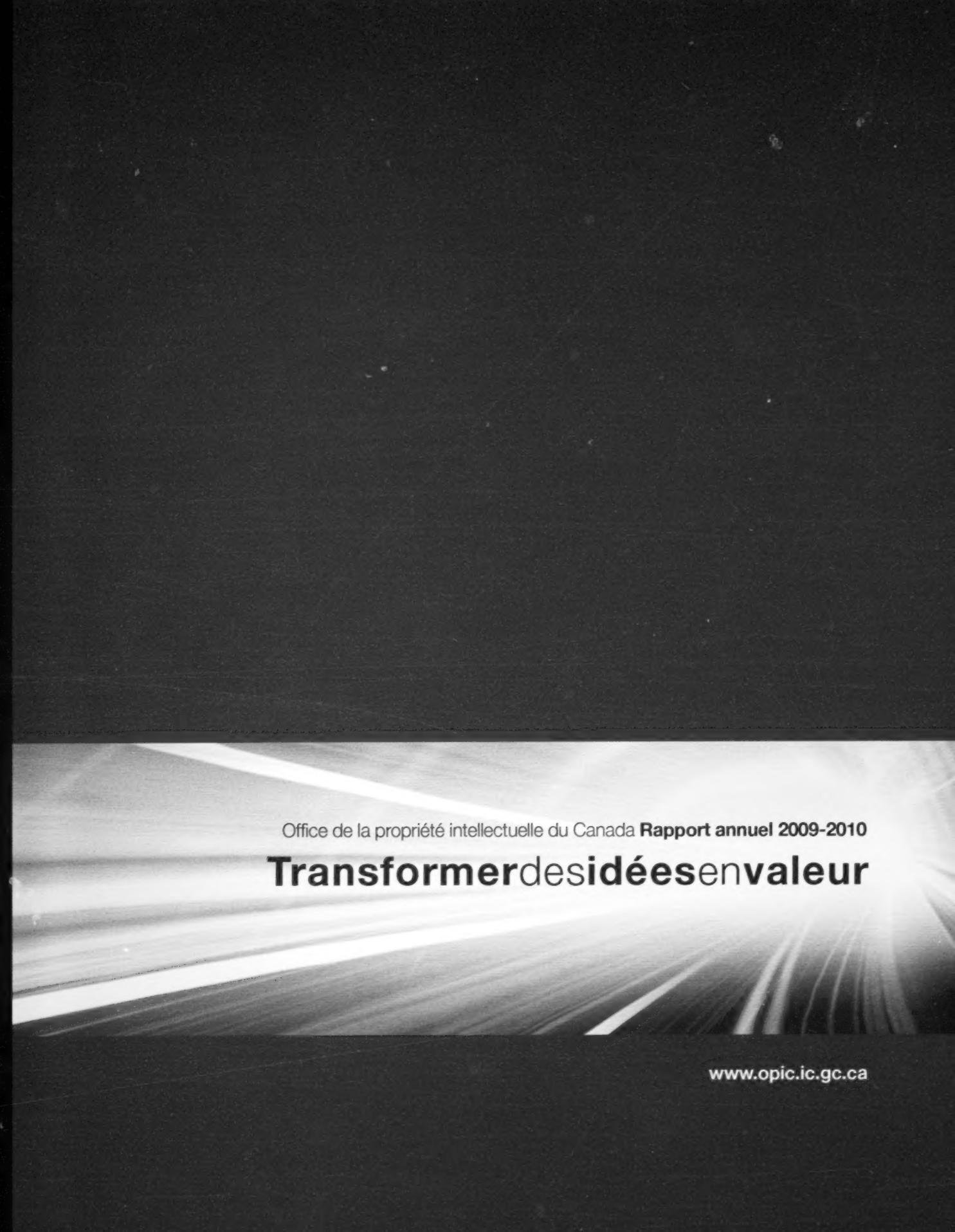


Transformer des idées en valeur

Canada

OPIC CIPO





Office de la propriété intellectuelle du Canada **Rapport annuel 2009-2010**

Transformer des idées en valeur

www.opic.ic.gc.ca

On peut obtenir cette publication sur supports accessibles, sur demande. Communiquer avec le Centre de services à la clientèle, dont les coordonnées suivent.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires de cette publication, s'adresser également au :

Centre de services à la clientèle
Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
Place du Portage I
Bureau C-229, 2^e étage
50, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0C9

Tél. (sans frais) : 1-866-997-1936
ATS : 1-866-442-2476
Téléc. : 819-953-7620
Courriel : opic.contact@ic.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique sur le Web (www.opic.ic.gc.ca).

Autorisation de reproduction

À moins d'indication contraire, l'information contenue dans cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que l'OPIC soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec l'OPIC ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à copyright.droitdauteur@tpsgc.gc.ca.

N.B. Dans cette publication, la forme masculine désigne tant les femmes que les hommes.

N° de catalogue lu71-2010
ISBN 978-1-100-52671-3



À propos de nous

L'OPIC est un organisme de service spécial (OSS) d'Industrie Canada (IC) et a pour responsabilité d'administrer le régime des droits de propriété intellectuelle (PI) du Canada, c'est-à-dire : les brevets, les marques de commerce, les droits d'auteur, les dessins industriels et les topographies de circuits intégrés.

Les principales fonctions de l'OPIC sont les suivantes :

- évaluer les demandes en matière de PI ainsi que concéder et enregistrer les droits connexes;
- diffuser les renseignements commerciaux et techniques liés à ces demandes de droits de PI afin de permettre à d'autres créateurs de s'inspirer des innovations existantes;
- encourager l'invention, l'innovation et la créativité au Canada;
- donner à d'autres pays des conseils spécialisés sur l'administration de la PI;
- promouvoir les intérêts du Canada en matière de PI sur la scène internationale.

Nos clients sont principalement des personnes qui demandent une protection de leurs droits de PI, des agents représentant ces personnes, des exploitants des régimes de la PI, et le milieu des affaires canadien.

L'OPIC assure un soutien de collaboration au Secteur de la politique stratégique d'IC et à d'autres partenaires gouvernementaux

aux fins de l'élaboration des politiques et positions fédérales en matière de PI ainsi que de l'engagement général pris par le gouvernement de conférer un avantage concurrentiel au Canada dans l'économie mondiale du savoir. En particulier, l'organisation joue un rôle de premier plan dans l'élaboration du cadre administratif de la PI. Sur la scène internationale, l'organisation collabore avec les offices de la propriété intellectuelle (OPI) d'autres pays, notamment ceux de nos principaux partenaires commerciaux, et avec des organisations internationales telles que l'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI), pour promouvoir les intérêts canadiens en matière de PI.

Le fait que l'OPIC soit une organisation autofinancée est une considération importante qui guide la planification et les activités. Grâce aux revenus que tire l'OPIC de ses services, celui-ci est mieux à même de s'acquitter de son engagement à être réceptif aux besoins des demandeurs de droits de PI et d'y répondre de façon efficace et efficiente. Cet engagement s'adresse à toutes les parties et à tous les intervenants qui sont concernés par les processus et les activités et qui recherchent avant tout la qualité dans le travail de l'OPIC.

Il est possible de trouver des renseignements additionnels au sujet de l'OPIC à :
www.opic.ic.gc.ca

Vision, mission et valeurs

Vision

Être un chef de file reconnu pour l'excellence de nos produits et services en matière de propriété intellectuelle ainsi que pour notre contribution à l'essor de l'innovation au Canada, grâce à l'amélioration permanente de la qualité, au perfectionnement continu de nos employés et au respect de nos valeurs.

Mission

Accélérer le développement économique du Canada, c'est-à-dire :

- favoriser l'utilisation du régime de la propriété intellectuelle (PI) et l'exploitation des renseignements en la matière;
- encourager l'invention, l'innovation et la créativité au Canada;
- administrer les divers volets du régime de la PI au Canada (brevets, marques de commerce, droits d'auteur, dessins industriels et topographies de circuits intégrés);
- promouvoir les intérêts internationaux du Canada en matière de PI.

Valeurs

Intégrité

Équité

Respect

Efficacité

Confiance

Qualité

Amélioration continue

Notre engagement à l'égard du service à la clientèle

Au téléphone

- Nous répondons à votre appel avec courtoisie et efficacité et, au besoin, nous indiquons la personne qui saura vous renseigner dans la langue officielle de votre choix.
- Nous enregistrons clairement, dans les deux langues officielles, le message d'accueil de notre boîte vocale.
- Nous prenons connaissance, au moins une fois par jour, des messages qui nous sont laissés et nous retournerons votre appel avant la fin du jour ouvrable suivant.

En personne

- Nous vous accueillons dans la langue officielle de votre choix.
- Nous faisons en sorte que vous rencontriez un agent d'information du Centre de services à la clientèle dans les dix minutes suivant votre arrivée.
- Si vous désirez rencontrer un spécialiste, vous devez prendre un rendez-vous au préalable.

Correspondance générale, courriels et demandes de renseignements transmises par télécopieur

- Nous correspondons avec vous dans la langue officielle de votre choix.
- Nous accusons réception de la correspondance générale, des courriels et des demandes de renseignements reçues par télécopieur dans les deux jours ouvrables.

Si vous désirez faire officiellement des observations au sujet des produits et services offerts par l'OPIC, veuillez utiliser le formulaire de rétroaction en ligne fourni à cette fin dans le site de l'OPIC sous le bouton « Contactez-nous ».

Comment nous joindre

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Place du Portage I
Bureau C-229, 2^e étage
50, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0C9

Renseignements généraux :

Tél. (sans frais) : 1-866-997-1936

ATS : 1-866-442-2476

Téléc. : 819-953-7620

Courriel : opic.contact@ic.gc.ca

Site Web : www.opic.ic.gc.ca

Acronymes et sigles

APEC	Coopération économique Asie-Pacifique
ATDB	Autoroute du traitement des demandes de brevets
COMC	Commission des oppositions des marques de commerce
DB	Direction des brevets
DDADI	Direction du droit d'auteur et des dessins industriels
DMC	Direction des marques de commerce
IC	Industrie Canada
OMPI	Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle
OPI	Office de la propriété intellectuelle
OPIC	Office de la propriété intellectuelle du Canada
OSS	Organisme de service spécial
PCT	Traité de coopération en matière de brevets
PI	Propriété intellectuelle
PME	Petites et moyennes entreprises
ROE	Renouvellement opérationnel de l'entreprise
RPBB	Recueil des pratiques du Bureau des brevets
SGIRCD	Solutions de gestion intégrée des relations avec les clients et des dossiers
SRTA	Système de rapport du temps par activités
TI	Technologie de l'information
TRIPS	Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce

Table des matières

Message de la présidente	2	États financiers vérifiés	23
Introduction	4	Rapport de gestion	23
Aperçu de l'exercice financier et résumé des principales tendances opérationnelles et des indicateurs d'activité	6	États financiers	25
		Notes aux états financiers	29
Une orientation stratégique unique : le Renouvellement opérationnel de l'entreprise	7	Renseignements financiers supplémentaires	35
Orientation stratégique : Services à la clientèle	8	Fonds renouvelable	35
Orientation stratégique : Sensibilisation	12	Rapport de gestion	35
Orientation stratégique : Cadre administratif de la PI	14	État des résultats	36
Orientation stratégique : Activités internationales	17		
Orientation stratégique : Nos employés	19	Appendices	
Les outils stratégiques habilitants de l'OPIC	20	Appendice A – Données sur les réalisations	37
Conclusion – La voie de l'avenir	22	Appendice B – Données financières	38
		Appendice C – Engagements de service à la clientèle	41
		Appendice D – Membres de la haute direction et agents de développement des affaires	44

Message de la présidente

La mission de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (OPIC) est, il va sans dire, étroitement liée aux priorités du gouvernement du Canada. Elle consiste à favoriser le développement économique du Canada en protégeant la valeur des nouvelles idées, de façon à ce que les innovateurs et la société dans son ensemble puissent en tirer profit.

En sa qualité d'organisme de service spécial (OSS) entièrement financé grâce aux frais qu'il perçoit auprès des utilisateurs, l'OPIC ne se contente pas de jouer un rôle clé dans le rendement économique du Canada, il se veut également le miroir de ce qui le distingue. Ceci est attribuable au fait que la propriété intellectuelle (PI) ne représente pas seulement un élément moteur de la croissance économique, mais également un baromètre de la confiance qui anime le milieu des affaires.

Le climat économique a une incidence directe sur le taux de croissance de la PI et, par le fait même, sur les revenus de l'OPIC en particulier. Le présent rapport annuel aborde donc les répercussions du contexte macroéconomique sur l'environnement opérationnel de l'OPIC, ainsi que les mesures que nous avons prises pour passer au travers de cette période d'incertitude tout en demeurant parfaitement concentrés sur les principaux objectifs exposés dans notre Plan stratégique 2007-2012.

L'exercice financier 2009-2010 a vu l'économie mondiale commencer à se stabiliser après avoir subi la pire récession depuis les années 30. Stimulée par les mesures incitatives du Plan d'action économique du gouvernement du Canada, l'économie canadienne a elle aussi repris de la vigueur. Toutefois, la reprise est fragile, et la conjoncture mondiale est teintée d'incertitude.

L'innovation est le cœur et l'âme du développement économique. Notre régime de la PI est une voie grâce à laquelle l'innovation fait son chemin vers l'économie.

Dans ce contexte, un optimisme prudent et une gestion financière réfléchie ont été les mots d'ordre pendant l'exercice 2009-2010 à l'OPIC. Des mesures de limitation des coûts ont également été prises en prévision

d'une diminution des revenus causée par le climat d'incertitude mondial tenace et les contrecoups de la récession.

Notre prudence a été récompensée. Comme nous l'avions prévu, le climat d'incertitude économique a ralenti la recherche et le développement et le lancement de nouveaux produits et services. L'exercice 2009-2010 restera sans aucun doute dans les annales. Après une longue période de croissance accélérée, les revenus ont commencé à stagner. Chaque secteur d'activité, à quelques exceptions près, a connu une légère baisse du nombre de nouvelles demandes. Heureusement, la croissance n'a pas chuté aussi radicalement qu'on le craignait, en grande partie grâce à une gestion financière prudente et à des processus opérationnels améliorés qui ont fait en sorte que l'exercice a pris fin avec un surplus modeste, mais tout de même plus élevé que ce qui avait été prévu à l'origine. ➤

Message de la présidente

Néanmoins, cette situation a fait ressortir plus que jamais le besoin impératif d'offrir des services de manière plus efficace et d'utiliser nos ressources plus judicieusement. Si nous avons continué de remplir nos principales obligations, celles d'administrer le régime de la PI du Canada, nous avons également accompli d'importants progrès vers l'atteinte de ces objectifs.

En 2009-2010, l'OPIC s'est donné une orientation stratégique unique qui, bien qu'elle en soit encore à ses balbutiements, transformera la manière dont nous interagissons avec les clients. L'objectif poursuivi consiste en des résultats améliorés et une capacité accrue de répondre aux besoins de la clientèle au moyen de solutions de libre service conçues à son intention. Nous améliorerons l'accès aux services offerts par l'OPIC et nous inspirerons des améliorations déjà en place qui ont accéléré la prestation de services tout en permettant aux clients et aux partenaires de l'OPIC de trouver l'information et le soutien dont ils ont besoin. Nous allons également continuer de travailler sur les faiblesses du cadre administratif de la PI, l'objectif étant de proposer des processus

plus simples et transparents assortis de délais plus courts.

Il va de soi que des changements de cette envergure sont impossibles sans l'engagement de nos employés. En tant qu'organisme intelligent conscient de l'importance du développement personnel et professionnel, nous nous sommes appliqués à accorder l'importance qu'il se doit à l'apprentissage des employés en leur offrant désormais de meilleures chances d'approfondir leur expérience grâce à des possibilités de perfectionnement professionnel.

Pour les organismes dotés d'une vision de changement en profondeur, un climat d'incertitude représente une occasion à saisir. Les efforts déployés par l'OPIC en 2009-2010 ont donné lieu à certaines améliorations modestes et immédiates, mais plus important encore, à des progrès vers les améliorations de plus grande envergure envisagées pour les années à venir pour le régime de la PI du Canada et pour les clients que nous servons.

L'innovation est le cœur et l'âme du développement économique. Notre régime de la PI est une voie grâce à laquelle l'innovation fait son chemin vers l'économie. Un tel investissement dans l'avenir de l'OPIC revient à investir dans l'aptitude du Canada à croître grâce à l'innovation et à assurer un meilleur avenir pour nous tous.

Commissaire aux brevets,
registraire des marques de
commerce et présidente,


Mary Carman



Introduction

Au cours de l'exercice 2009-2010, l'OPIC a continué d'offrir ses services de base tout en réalisant des progrès vers l'atteinte des objectifs exposés dans son Plan stratégique 2007-2012, intitulé *Aller de l'avant au profit du Canada*, lequel s'apparente à une carte routière exposant la vision de l'OPIC :

Être un chef de file reconnu pour l'excellence de nos produits et services en matière de propriété intellectuelle ainsi que pour notre contribution à l'essor de l'innovation au Canada, grâce à l'amélioration permanente de la qualité, au perfectionnement continu de nos employés et au respect de nos valeurs.

Le présent rapport annuel décrit les mesures que nous avons prises et les résultats que nous avons atteints pendant l'exercice 2009-2010 tout en poursuivant nos efforts liés aux cinq orientations stratégiques exposées dans *Aller de l'avant au profit du Canada*, à savoir :

- améliorer les services à la clientèle;
- sensibiliser les Canadiens et plus particulièrement les petites et moyennes entreprises (PME) afin de les inciter à redoubler d'efforts dans la création et l'utilisation de la PI dans le but de réussir sur la scène internationale;
- améliorer le cadre administratif de la PI, lequel englobe la législation, la réglementation et les pratiques administratives;
- contribuer, sur la scène internationale, à l'amélioration du régime mondial de la PI, ce dont bénéficieront également les Canadiens;
- s'engager, en tant qu'organisme, envers ses employés à être reconnu comme l'un des meilleurs employeurs du gouvernement fédéral.

Aperçu de l'exercice financier

et résumé des principales tendances opérationnelles et des indicateurs d'activité

Principales statistiques pour 2009-2010
(données comparatives pour 2008-2009 entre parenthèses)

Brevets

- 37 375 demandes de brevets (40 796)
- 20 118 brevets octroyés (18 251)

Marques de commerce

- 42 213 demandes de marques de commerce (43 526)
- 26 002 enregistrements (26 697)

Droits d'auteur

- 9 171 demandes de droits d'auteur (8 424)
- 9 021 enregistrements (8 273)

Dessins industriels

- 4 598 demandes de dessins industriels (4 864)
- 5 078 enregistrements (5 659)

Les tendances économiques mondiales, comme le souligne le message de la présidente, ont une incidence directe sur le niveau d'activités opérationnelles des différents secteurs de l'OPIC. En effet, l'incertitude économique entraîne une diminution du nombre de demandes liées à la PI, tant au Canada que partout dans le monde, et l'exercice 2009-2010 ne fait pas exception. Ainsi, le nombre de nouvelles demandes de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels a connu un léger recul, ce qui n'est pas le cas des demandes d'enregistrement de droits d'auteur, bien qu'elles soient toujours sous les niveaux de 2007-2008.

Malgré la fragilité de l'économie mondiale, les revenus de l'OPIC pendant l'exercice 2009-2010 ont toutefois connu une hausse modeste depuis 2008-2009, principalement en raison d'une gestion financière prudente et de l'amélioration des procédures administratives.

L'OPIC a poursuivi l'amélioration de son service à la clientèle, notamment grâce à une réduction des délais d'exécution et de l'arriérage de la charge de travail. Fait à noter, les progrès accomplis par l'organisation afin de résorber son arriérage de demandes liées aux brevets ont été soulignés dans une étude commandée par le United Kingdom Patent Office, publiée à Londres, en mars 2010.

Dans la foulée des engagements exposés dans son Plan d'activités, l'OPIC a continué de marquer des points en 2009-2010 en ce qui concerne les cinq orientations stratégiques prioritaires qu'il s'est fixées dans son Plan stratégique 2007-2012. L'organisation a également adopté une approche coordonnée à son programme à plus long terme axé sur l'innovation dans les services grâce au Renouvellement opérationnel de l'entreprise, lequel vise des processus améliorés, informatisés et personnalisés.

Une orientation stratégique unique :

Le Renouvellement opérationnel de l'entreprise

Depuis sa création à titre d'OSS en 1992, l'OPIC s'est employé sans relâche à améliorer ses services et ses activités. Au cours de la dernière décennie, notre capacité opérationnelle s'est améliorée considérablement, afin de pouvoir répondre à la hausse vertigineuse de la demande pour des services liés à la PI.

En 2007, l'OPIC a lancé l'exercice de Renouvellement opérationnel de l'entreprise (ROE) afin d'instaurer une approche globale à l'amélioration dans l'ensemble de l'organisation. Le ROE englobe un portefeuille de projets visant à transformer la manière dont l'organisation fonctionne, grâce à des processus opérationnels améliorés et au recours à la nouvelle technologie en vue de favoriser le commerce électronique. Le but visé est un régime de la PI plus efficace, cohérent et de meilleure qualité.

En raison de son importance dans tous les secteurs du service à la clientèle et des activités opérationnelles, le ROE représente un élément stratégique unique pour l'organisation en 2009-2010. Afin de faciliter le processus et de rassembler toute l'expertise en matière de technologie de l'information (TI), la Direction des solutions d'entreprise a été mise sur pied. Elle assume les responsabilités suivantes :

- la réalisation de projets de TI et la tenue à jour des applications courantes;
- l'harmonisation entre les objectifs organisationnels et la prestation de solutions;
- la coordination de toutes les responsabilités en matière de gestion de projet de l'organisation;

- la participation des clients tant internes qu'externes à la planification et la mise en œuvre de nouvelles solutions de commerce électronique.

Le principal élément du ROE est le portail des affaires électroniques, qui devrait être fonctionnel sous peu et servira de point de communication en ligne unique et personnalisable pour les clients afin qu'ils aient un accès facile aux services et au soutien de l'OPIC, d'une manière qui soit adaptée le plus possible à leurs besoins. Pendant l'exercice 2009-2010, l'organisation a évalué dans quelle mesure les systèmes actuellement en place pourraient être utilisés avec le nouveau portail; elle a également envisagé des exercices de planification stratégique pour une utilisation accrue par l'OPIC des outils de commerce électronique qui devraient être accessibles grâce à ce portail.

Toujours en 2009-2010, nous avons fait du chemin avec le projet de solutions de gestion intégrée des relations avec les clients et des dossiers (SGIRCD), réalisé dans le cadre du ROE. Le projet de SGIRCD permettra aux employés de l'OPIC de gérer plus efficacement les renseignements sur les clients, les communications avec ces derniers et leurs dossiers. L'équipe de projet a poursuivi la définition des exigences de haut niveau associées à l'approche de SGIRCD et a relevé les produits et services pertinents déjà offerts. Nous commencerons la planification et l'analyse des options en 2010-2011.

Afin de veiller à ce que le ROE réponde le plus possible aux besoins de la clientèle, l'organisation a mis sur pied un groupe consultatif composé de clients et d'intervenants qui ont une bonne compréhension des services actuels et peuvent offrir des conseils avisés afin d'orienter les priorités et les mesures à venir dans le cadre du ROE.

Orientation stratégique :

Services à la clientèle



Résultats énoncés dans le Plan stratégique

- La prestation et la qualité des produits et des services de l'OPIC répondent aux besoins et aux attentes des clients et sont équivalentes au rendement des OPI chefs de file, ou même le surpassent.
- Les clients de l'OPIC, y compris le public, peuvent trouver facilement l'information et les personnes dont ils ont besoin.

Orientation stratégique et réussites

Les services de l'OPIC sont en grande partie offerts aux clients de l'étranger qui demandent des droits de PI au Canada. En guise d'exemple, plus de 50 p. 100

des demandes de marques de commerce, 82 p. 100 des demandes de dessins industriels et 86 p. 100 des demandes de brevets provenaient de l'étranger en 2009-2010. Il va donc de soi que nos clients s'attendent à une qualité de service à la clientèle à la hauteur des normes internationales.

L'organisation a considérablement amélioré la qualité de son service à la clientèle en 2009-2010, réussissant à atteindre 83 p. 100 de ses objectifs en matière de normes de service à la clientèle. Il s'agit d'une amélioration considérable, si l'on compare avec le résultat de 69 p. 100 de l'exercice précédent, qui témoigne de la détermination de nos employés à atteindre des objectifs opérationnels ambitieux.

L'OPIC, pour atteindre ses objectifs en matière de service à la clientèle, concentre ses efforts sur trois types d'activités :

- des activités spécifiques dans chaque

secteur d'activité de l'OPIC afin d'améliorer les délais et la qualité des services;

- la communication efficace de renseignements aux clients;
- des initiatives visant à améliorer la capacité des clients à faire affaire avec l'OPIC par voie électronique.

Des activités spécifiques dans chaque secteur d'activité afin d'améliorer les délais et la qualité des services

Direction du droit d'auteur et des dessins industriels (DDADI)

Un examen des procédures administratives internes entrepris dans le cadre du système de gestion de la qualité de la DDADI a permis de faire ressortir des lacunes dans le processus d'examen des dessins industriels et de révéler des aspects qui pourraient être simplifiés. Dans l'optique d'améliorer la prestation des services aux clients, la DDADI a fusionné les fonctions relatives au préexamen et à l'examen de manière à offrir aux clients un processus d'examen plus complet, plus tôt dans le processus. Ce changement a donné lieu à des délais d'exécution plus courts pour les demandes en attente d'une première action, à une réduction du nombre de rapports ainsi qu'à un délai de traitement raccourci, de l'étape initiale de la

production de la demande jusqu'à l'étape finale de l'enregistrement.

Direction des brevets (DB)

L'approche établie consistant à faire appel à de nouveaux examinateurs possédant des compétences précises a permis à la DB de surpasser les résultats de production précédents en ce qui a trait aux demandes traitées de 8 p. 100. En outre, la DB a réduit le nombre de demandes assorties d'une requête d'examen en attente d'un premier examen de 12,6 p. 100.

Commission des oppositions des marques de commerce (COMC)

La capacité des parties de faire reporter les audiences de la COMC a été éliminée, et la fréquence ainsi que la durée des prolongations de délai pouvant être demandées par les parties ont été diminuées afin de simplifier les procédures, d'encourager un règlement précoce entre les parties et, en bout de ligne, de réduire le temps total nécessaire pour rendre une décision finale dans un dossier.

Direction des marques de commerce (DMC)

La DMC a évalué le programme « Headstart TM » administré par les OPI de l'Australie et du Royaume-Uni. Ce programme, offert en ligne, a pour objectif d'aider les propriétaires non représentés qui cherchent à protéger leur marque en offrant un service qui permet de cerner d'éventuels problèmes relativement à l'enregistrement désiré. La DMC examinera la possibilité de lancer un tel programme en tenant compte de son évaluation. →

Orientation stratégique :

Services à la clientèle (suite)



Communication de renseignements aux clients

La communication de renseignements sur le régime de la PI favorise la compréhension chez les clients et l'utilisation de ces renseignements. L'organisation est toujours à la recherche de manières de rendre l'information plus facilement accessible et d'améliorer les communications avec son personnel. Ces efforts ont pour la plupart pris la forme de nouveaux renseignements offerts sur le site Web, notamment :

- les renseignements à l'intention des agents de brevets au sujet de la Direction des brevets, y compris les services offerts;
- les calendriers des audiences mensuelles de la COMC, ainsi qu'une page Web présentant un résumé de chaque décision récente rendue par

la COMC et des liens vers toutes les décisions;

- une section « Travaux en cours » qui décrit les initiatives envisagées relativement aux marques de commerce et aux pratiques et aux politiques de la COMC pour lesquelles il est possible de soumettre des commentaires ou une rétroaction tôt dans le processus, soit avant la rédaction officielle de la première ébauche de propositions;
- un accès complet à l'information sur l'état des cas d'opposition et des demandes soumises en vertu de l'article 45 par le biais de la Base de données sur les marques de commerce.

L'OPIC a également perfectionné les fonctionnalités bilingues de certains éléments de son site Web afin d'en étendre l'accessibilité et de se rapprocher de la norme du gouvernement du Canada à cet égard. Au nombre de ces fonctionnalités bilingues, mentionnons celles-ci : ➤

- fonctionnalités de recherche bilingue dans la Base de données sur les brevets, la Base de données sur les marques de commerce et la Base de données sur les dessins industriels;
- précis bilingues dans la Base de données sur les brevets afin de permettre aux utilisateurs de faire des recherches dans les deux langues officielles dans les abréviés des brevets découlant de demandes canadiennes publiées depuis 2002 en vertu du Traité de coopération en matière de brevets (PCT);
- titres bilingues des dessins industriels.

Faire affaire avec l'OPIC par voie électronique

L'organisation a apporté des modifications à son site Web et y a ajouté de nouvelles fonctions, ce qui s'est traduit par une amélioration du service à la clientèle. Ces modifications comprennent notamment :

- un accès à un formulaire de paiement des frais en ligne et imprimable;
- l'application de la Normalisation des sites Internet 2.0;

- le lancement d'une liste de diffusion en ligne afin de permettre des communications proactives avec les intervenants et clients de la DMC et de la COMC.

L'OPIC s'est également penché sur l'élaboration de formulaires de demande en ligne pour le dépôt des déclarations d'opposition et des demandes de prolongation de délai pour les procédures devant la COMC. Voici certaines des améliorations apportées :

- l'enregistrement automatique dans la Base de données sur les marques de commerce des déclarations d'opposition et des premières prolongations de délai pour faire opposition à une marque de commerce;
- la réception d'un avis de confirmation immédiat attestant que la déclaration d'opposition ou la demande de prolongation de délai a bel et bien été reçue;
- des délais de réponse plus courts grâce à une diminution de la manipulation et de l'administration des documents;
- la possibilité pour les parties concernées de visualiser et d'imprimer leurs déclarations d'opposition et demandes de prolongation présentées en ligne.

Orientation stratégique :

Sensibilisation

Résultats énoncés dans le Plan stratégique

- Les PME canadiennes ont acquis un avantage concurrentiel grâce à une utilisation efficace des actifs de PI et des renseignements connexes.
- Les diplômés de niveau postsecondaire connaissent les avantages liés à la PI et utilisent les renseignements relatifs à la PI et sont mieux placés pour contribuer à l'exploitation de la valeur commerciale de la PI.

Orientation stratégique et réussites

Au chapitre de la sensibilisation, l'orientation stratégique de l'OPIC

souligne notre détermination à faire connaître les avantages de la PI de manière à faire augmenter la création et l'utilisation de la PI pour le bénéfice économique du Canada. L'organisation a amorcé l'examen de son approche relative à la sensibilisation en 2008-2009. La stratégie révisée orientera les efforts vers :

- la promotion de la valeur économique de la PI auprès des PME;
- la sensibilisation à la PI parmi les étudiants postsecondaires;
- la formation de partenariats entre des joueurs clés qui sont en mesure de transmettre informations et connaissances sur la PI et sur son utilisation efficace;
- la participation d'intermédiaires dans la promotion de la PI en leur donnant la formation nécessaire;
- le développement de la capacité à l'OPIC nécessaire à la réalisation de la stratégie de sensibilisation. ➤

Tout en menant à bien ces activités, l'OPIC a poursuivi les approches déjà établies :

- Nous avons donné 36 séances d'études de cas sur la PI dans 27 établissements d'enseignement, atteignant ainsi plus d'un millier d'étudiants. Les enseignants ont constaté que les études de cas avaient permis une sensibilisation accrue à la PI et qu'ils envisageraient d'y avoir recours de nouveau comme outil d'apprentissage.
- Grâce à notre partenariat avec le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, nous avons mis sur pied des séances de formation à l'intention des délégués commerciaux sur les rudiments de la PI. En 2009-2010, l'organisation a

offert trois séances de formation à 53 délégués commerciaux. En raison de cette formation, ces derniers seront plus en mesure de diriger les PME et d'autres clients vers les ressources relatives à la PI.

- Les quatre agents de développement des affaires de l'OPIC, basés dans différentes régions du Canada, ont offert 66 séances d'information à 1 987 participants (pour la plupart des PME), et 11 séances de formation à 121 participants.
- La Banque de conférenciers a donné 48 séances d'information à 1 616 participants du milieu des affaires.
- L'OPIC a interagi avec 6 500 PME et autres membres du milieu des affaires à l'occasion de 39 foires commerciales.
- Le Centre de services à la clientèle a traité plus de 50 000 demandes de renseignements et plus de 20 000 demandes de documentation.

Orientation stratégique :

Cadre administratif de la PI

Résultats énoncés dans le Plan stratégique

- Le cadre administratif canadien de la PI est concurrentiel à l'échelle internationale.
- L'OPIC accroît son expertise et contribue au programme national de la PI.

Orientation stratégique et réussites

Le cadre administratif de la PI du Canada englobe la législation, la réglementation et les pratiques administratives. L'organisation travaille en collaboration avec des intervenants et des partenaires internationaux afin de gérer le cadre de la PI pour le compte des Canadiens. Pour ce faire, elle détermine, appuie et apporte des modifications qui rendront le cadre plus accessible aux clients et aux intervenants et plus concurrentiel par rapport à d'autres OPI.

Les initiatives de l'OPIC en vue d'améliorer le cadre de la PI peuvent être regroupées en trois catégories :

- un cadre de la PI efficace;
- un cadre de la PI moderne;
- un cadre de la PI novateur.

Un cadre de la PI efficace

L'OPIC s'applique à faire en sorte que ses pratiques administratives ainsi que le cadre réglementaire et législatif fédéral soient les plus efficaces possible et que l'information pertinente soit accessible aux clients, aux intervenants et au grand public.

Améliorations apportées au *Recueil des pratiques du Bureau des brevets (RPBB)*

Dans cette optique, l'OPIC a apporté des améliorations au RPBB, le guide sur les procédures et pratiques régissant les demandes de brevets. Deux chapitres du RPBB révisés en profondeur sont entrés en vigueur en décembre 2009 :

- le chapitre 12 « Utilité et objet » oriente le lecteur sur les types d'invention qui constituent un objet approprié pour un brevet et sur l'évaluation de l'utilité d'une invention, au sens de la *Loi sur les brevets*;
- le chapitre 13 « Examen des demandes » fait un survol des diverses étapes du processus d'examen d'une demande et expose avec précision la manière dont l'examinateur analyse les revendications au cours de l'examen.

Modifications apportées aux *Règles sur les brevets*

L'OPIC a également consulté les intervenants afin d'obtenir des suggestions de modifications aux *Règles sur les brevets* en ce qui a trait aux agents et à la décision finale :

- Selon la proposition concernant les agents, l'OPIC harmoniserait l'examen de compétence et l'examen d'aptitude ainsi que les critères d'admissibilité à ces examens permettant d'obtenir une accréditation à titre d'agent de brevets et d'agent de marques de commerce. Ce changement garantira que seules les personnes ayant une connaissance suffisante du droit de la PI pourront aspirer à devenir agents. Les modifications signifieraient une plus grande flexibilité dans l'administration du processus d'examen et une efficacité accrue de celui-ci.
- La proposition concernant les décisions finales comprend des modifications relatives aux *Règles sur les brevets* qui permettront ➤

d'instaurer un processus clair en ce qui touche les procédures de la Commission d'appel des brevets ayant trait aux décisions finales. En outre, des modifications mineures sont proposées relativement au processus de réexamen.

Les consultations se sont révélées des plus utiles pour la formulation définitive des propositions qui devraient lancer le processus d'approbation officiel en 2010-2011.

Article 19 de la *Loi sur les brevets*

Enfin, un examen interne des pratiques, questions et tendances en ce qui a trait à l'établissement des redevances a été entrepris, afin de déterminer la meilleure méthode de chiffrer la rémunération à verser dans l'éventualité où il serait demandé au commissaire aux brevets d'autoriser l'usage d'une invention brevetée par le gouvernement du Canada ou un gouvernement provincial en vertu de l'article 19.

Les paragraphes 19 à 19(2) de la *Loi sur les brevets* confèrent un tel pouvoir au commissaire, à condition que le demandeur ait établi qu'il s'est efforcé d'obtenir l'autorisation du breveté, à des conditions et modalités commerciales raisonnables, sauf en cas d'urgence nationale. Le commissaire aux brevets doit fixer la rémunération adéquate à verser aux détenteurs de brevets, en tenant compte de la valeur économique de l'invention.

Bien que ces dispositions législatives soient entrées en vigueur en 1994, elles n'ont jamais été appliquées. L'OPIC se doit maintenant de définir le processus qui doit être suivi et la preuve qui doit être soumise pour étayer

une rémunération adéquate. À cet égard, une consultation publique est prévue en 2010-2011 afin d'obtenir des commentaires sur les méthodes et les sources d'information à partir desquelles le taux de redevance peut être établi. Ce processus de consultation aidera l'organisation à mettre en place des lignes directrices qui auront pour effet d'améliorer l'administration du régime des brevets :

- en établissant un cadre de prise de décisions sur la rémunération à verser aux détenteurs de brevets dans les cas où le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux sont autorisés à utiliser l'invention;
- en augmentant la transparence et la prévisibilité du processus;
- en procurant une plus grande certitude aux détenteurs de brevets en ce qui a trait à la rémunération;
- en rendant le processus de détermination de la rémunération plus efficace et plus rentable pour toutes les parties concernées.

Un cadre de la PI moderne

Marques de commerce

Le cadre administratif de l'OPIC devrait être concurrentiel à l'échelle internationale et s'inspirer de pratiques exemplaires provenant du milieu de la PI de partout dans le monde.

En 2009-2010, l'organisation a sollicité les commentaires des intervenants sur d'éventuelles modifications à la *Loi sur les marques de commerce*, afin de rendre celle-ci plus conforme à la portée et aux principes de l'Arrangement de Madrid concernant l'enregistrement international des marques (le Protocole de Madrid) et du Traité de Singapour sur les droits des marques (le Traité de Singapour). Ces modifications pourraient :

- améliorer la position concurrentielle des entreprises canadiennes en simplifiant l'administration d'un portefeuille →

Orientation stratégique :

Cadre administratif de la PI (suite)

international de marques de commerce et en réduisant les frais de maintien d'un tel portefeuille;

- rendre le Canada plus attrayant comme lieu de choix pour faire des affaires pour les entreprises étrangères en réduisant le temps et les ressources nécessaires à l'obtention d'un enregistrement canadien;
- inciter le Canada à adopter de nouvelles pratiques opérationnelles, de façon à ce qu'il s'aligne sur bon nombre de ses partenaires internationaux qui ont déjà mis en œuvre ces améliorations dans leur régime de marques de commerce.

Brevets

L'OPIC a également présenté les modifications aux *Règles sur les brevets* qui entreront en vigueur à la fin de 2010. Ces modifications :

- se veulent une réponse aux commentaires formulés par le Comité mixte permanent d'examen de la réglementation de la Chambre des communes et du Sénat pour des dispositions plus claires dans les *Règles sur les brevets* en ce qui a trait à des considérations juridiques et procédurales;
- offrent plus de certitude sur le plan juridique;
- modernisent, simplifient et clarifient les processus, réduisant ainsi le fardeau administratif pour les clients.

Dans l'ensemble, les modifications permettront de faire bénéficier les clients d'un régime de brevets plus convivial, juste et souple.

Un cadre de la PI novateur

L'OPIC est déterminé à renforcer le cadre administratif de la PI du Canada grâce à des initiatives nationales et à une collaboration internationale.

Succès de l'Autoroute du traitement des demandes de brevets (ATDB)

L'ATDB permet à la personne dont la demande de brevet a déjà été approuvée par le premier OPI à qui elle a présenté sa demande de présenter la demande équivalente à un autre OPI, de façon à ce qu'elle fasse l'objet d'un examen accéléré. À l'heure actuelle, l'OPIC a conclu un accord relatif à l'ATDB avec ses organismes homologues des États-Unis, du Japon, de la République de Corée et du Danemark.

Dans le cadre de notre accord pilote relatif à l'ATDB avec le l'Office des brevets et des marques des États-Unis, l'OPIC a reçu un nombre relativement élevé de demandes. Grâce aux efforts entrepris en vertu de cet accord, l'organisation est désormais en mesure d'effectuer le processus dans son intégralité en trois mois, alors qu'elle lui faut entre 18 et 33 mois pour les demandes qui ne passent pas par l'ATDB. À la lumière de ces avantages, l'OPIC poursuit ses efforts en vue de conclure des accords liés à l'ATDB avec d'autres OPI auprès desquels les Canadiens tentent d'obtenir des droits de brevets.

Orientation stratégique :

Activités internationales

Résultats énoncés dans le Plan stratégique

- L'OPIC est proactif et fait preuve de leadership pour améliorer la position du Canada à l'échelle internationale en matière de PI.
- L'aide apportée aux pays en voie de développement en matière de PI est reconnue comme étant de haute qualité.

Orientation stratégique et réussites

La stratégie internationale de l'organisation consiste à mieux positionner le Canada sur la scène internationale en ce qui a trait à la PI en œuvrant à la consolidation du régime mondial de la PI. Des progrès ont déjà été réalisés dans l'atteinte de ces objectifs, notamment grâce à notre participation active à des forums internationaux, à notre collaboration avec des pays aux valeurs similaires afin d'améliorer les règles et les pratiques administratives, et à l'assistance technique en matière de PI que nous offrons aux pays en voie de développement.

Les directions de l'OPIC fournissent des renseignements stratégiques, des évaluations et des conseils sur des questions internationales en matière de PI. L'OPIC collabore avec les OPI d'autres pays ainsi qu'avec divers organismes, comme l'OMPI, l'Organisation mondiale du commerce et la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC). En 2009-2010, l'OPIC a réalisé des progrès avec sa stratégie internationale grâce aux activités suivantes :

Participation aux réunions de l'OMPI

L'OPIC continue de faire connaître ses points de vue et ceux du Canada lors des rencontres de l'OMPI, en particulier celles des groupes et comités d'experts et de travail technique. L'organisation a également pris part aux travaux du Comité du programme et budget de l'OMPI, au Comité du développement et de la propriété intellectuelle et aux Assemblées de l'OMPI. L'OPIC se fait fort, dans ses activités, de prôner une plus grande transparence et efficacité dans l'administration et les opérations de l'OMPI. La participation de l'OPIC a permis de s'assurer que l'OMPI mettait l'accent sur des priorités communes.

Présidence du Groupe B+

L'OPIC continue de stimuler les discussions sur une harmonisation en profondeur de la législation régissant les brevets en présidant la réunion plénière du Groupe B+, une responsabilité qu'il assume depuis 2008. Si l'harmonisation n'est pas tout à fait chose faite encore, ces efforts ont tout de même permis une meilleure compréhension des questions en jeu entre les membres.

Travail en tant qu'administration internationale en vertu du PCT

L'OPIC est une administration internationale en vertu du PCT et, en plus d'effectuer des travaux relatifs à la recherche et à l'examen préliminaire dans le cadre de ce rôle, l'organisation participe activement à des réunions telles que la Réunion des administrations internationales, dans le but d'améliorer le système du PCT pour les demandeurs canadiens. En tant que membre du Groupe de travail du PCT, l'OPIC a déployé des efforts concrets pour accroître la valeur de la recherche internationale et de l'examen préliminaire menés aux termes du PCT. Le soutien de l'OPIC à l'égard d'un cadre de la qualité amélioré et d'initiatives innovatrices, comme le système d'observation par une tierce partie, donnera →

Orientation stratégique :

Activités internationales (suite)

lieu à un meilleur système caractérisé par un traitement rapide des droits, sans qu'il soit nécessaire de modifier le PCT ou ses règlements.

Participation à des groupes de travail composés de membres d'OPI chargés de l'information

L'OPIC continue de travailler avec des groupes informels d'OPI de pays tout aussi déterminés que le Canada à améliorer l'administration de la PI. En guise d'exemple, l'organisation, en collaboration avec les OPI du Royaume-Uni et de l'Australie (le « Groupe de Vancouver »), s'applique à améliorer la compréhension des initiatives de partage du travail, la recherche économique et la production de rapports sur le rendement des entreprises, entre autres choses. L'organisation s'est également associée à l'OMPI et à ses homologues britannique et australien dans le cadre d'un projet pilote dont l'objectif consiste à mettre sur pied une bibliothèque numérique pour les rapports de recherche et d'examen.

Participation aux activités de l'APEC

L'OPIC continue de diriger la délégation canadienne au sein du Groupe d'experts sur les droits de propriété intellectuelle de l'APEC et est toujours membre de l'équipe du Cadre d'évaluation de la qualité. La participation de l'OPIC vise à intensifier le dialogue sur la politique de la PI et l'échange d'information sur des dossiers connexes avec les membres de l'APEC, qui sont les plus importants partenaires commerciaux du Canada.

Assistance technique aux pays en voie de développement

L'OPIC offre toujours une assistance technique aux pays en voie de développement afin de contribuer au renforcement des capacités en matière d'administration et de protection

des droits de PI. Cette aide a notamment pris la forme d'ateliers conjointement offerts avec l'OMPI sur les techniques de gestion, auxquels ont assisté des représentants d'OPI provenant de douze pays en voie de développement. L'atelier avait pour but d'approfondir les connaissances et les compétences sur les techniques de gestion inhérentes à la prestation de services liés à la PI, afin de perfectionner les compétences des OPI dans les pays en voie de développement et de créer une tribune où l'on peut échanger des idées. En offrant cet atelier, l'OPIC a aidé le Canada à remplir ses obligations relatives aux Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (TRIPS), plus précisément celles par lesquelles il s'est engagé à offrir des programmes de coopération technique et financière aux pays en voie de développement et aux pays les moins développés. L'OPIC a fourni une assistance technique sur les brevets à l'Office de la propriété intellectuelle et du commerce d'Antigua-et-Barbuda et au Bureau de la propriété intellectuelle de Bélice afin de les aider à l'élaboration de leur régime de la PI. L'OPIC fournit également des rapports de recherche sur l'état de la technique et des rapports de recherche et d'examen dans le cadre des Services d'information en matière de brevets de l'OMPI.

Autoroute du traitement des demandes de brevets (ATDB)

Comme il a été mentionné dans la section précédente, l'OPIC a conclu quatre ententes bilatérales de partage du travail relatives à l'ATDB, soit avec l'Office des brevets et des marques des États-Unis, l'Office des brevets du Japon, l'Office coréen de la propriété intellectuelle et l'Office danois des brevets et des marques. Cette initiative internationale de collaboration permet à l'organisation d'accélérer de façon considérable l'examen des demandes de brevets admissibles, et il s'agit de l'outil de partage du travail le plus efficace employé par l'OPIC jusqu'à présent.

Orientation stratégique :

Nos employés

Résultats énoncés dans le Plan stratégique

- Que l'OPIC soit reconnu comme l'un des meilleurs employeurs du gouvernement fédéral.
- L'OPIC est une organisation apprenante où les capacités individuelles et le leadership organisationnel sont renforcés.
- Les employés font preuve d'engagement, de soutien et d'intérêt à l'égard de leur emploi et de leur organisation.

Les activités de l'OPIC exigent une main-d'œuvre dotée de connaissances spécialisées. À l'instar d'autres organismes similaires, nos meilleurs atouts sont le talent et le dévouement de nos employés. Pour une deuxième année consécutive, l'organisation a affiché un taux de maintien de l'effectif de 95 p. 100 — un taux légèrement plus élevé que le taux constaté au sein d'IC dans son ensemble (93 p. 100). L'OPIC est un organisme sensiblement plus jeune qu'IC, la moyenne d'âge étant de 41,9 ans (43,4 ans pour IC). Or, un effectif plus jeune et

plus fidèle signifie un bassin interne qualifié qui laisse entrevoir un talent en leadership pour l'avenir.

Malgré la jeunesse relative de sa main-d'œuvre, l'OPIC a réussi à atteindre un taux élevé de maintien de l'effectif, même au sein de ses employés plus expérimentés. En effet, moins de la moitié des employés de l'OPIC admissibles à la retraite en 2009-2010 se sont prévalus de cette option. La présence continue de ces employés expérimentés favorise les occasions de transfert du savoir et de mentorat.

Outre ces données favorables, la main-d'œuvre de l'OPIC continue de refléter fidèlement l'image de la société canadienne.

Ainsi, les chiffres relatifs à l'équité en matière d'emploi sont à la hausse dans trois des quatre groupes visés :

- les femmes représentent désormais 54,1 p. 100 de la main-d'œuvre de l'OPIC (53,2 p. 100 en 2008-2009);
- le pourcentage

d'Autochtones a connu une légère augmentation de 1,7 p. 100 (1,6 p. 100 en 2008-2009) — toujours en deçà du niveau de disponibilité au sein de la population active, lequel est de 1,9 p. 100; ➔

Malgré la jeunesse relative de sa main-d'œuvre, l'OPIC a réussi à atteindre un taux élevé de maintien de l'effectif, même au sein de ses employés plus expérimentés.

Orientation stratégique :

Nos employés (suite)

- les minorités visibles représentent 13,8 p. 100 de la main-d'œuvre de l'OPIC (11,9 p. 100 en 2008-2009);
- le taux de personnes handicapées a diminué en 2009-2010, passant de 3,7 p. 100 à 3,3 p. 100 — ce qui est sous le niveau de disponibilité au sein de la population active de 4,0 p. 100.

Parmi les autres activités en matière de ressources humaines, mentionnons celles-ci :

- *Le recours aux processus de dotation collective afin de constituer des bassins de personnes compétentes en vue de pourvoir les nombreux postes vacants.* Cette manière de procéder permet de s'assurer que les nouveaux employés de l'OPIC possèdent les compétences pouvant aider l'organisation dans son ensemble.

- *La mise en œuvre d'un plan d'apprentissage et d'une application retraçant l'historique des activités d'apprentissage.* Cette application permet aux employés et aux superviseurs de remplir et d'approuver des plans d'apprentissage en ligne et de revoir des activités d'apprentissage précédentes. Elle simplifie le processus d'inscription et facilite le suivi des activités d'apprentissage pour les gestionnaires.
- *Un programme d'apprentissage personnalisé conçu par l'École de gestion Telfer de l'Université d'Ottawa à l'intention des cadres de l'OPIC.* Ce programme est axé sur les pratiques exemplaires et la recherche de pointe.
- *Un programme d'apprentissage continu à l'intention des employés des sections de l'Examen et des Opérations de la Direction des brevets visant à aider les employés à conserver leurs compétences professionnelles et à rester à l'avant-garde dans leur domaine.*

Les outils stratégiques habilitants de l'OPIC

Les fonctions internes au sein de l'OPIC, comme la gestion de l'information, les communications, la planification et l'établissement de rapports, la gestion des installations et les finances, permettent à l'organisation de fonctionner et d'offrir des services de façon efficace et coordonnée.

Voici certaines de nos réalisations en 2009-2010 :

- *Travaux préparatifs au lancement d'un système de rapport du temps par activités (SRTA).* Cet outil a été conçu pour aider l'organisation à mieux comprendre le coût véritable de ses activités et opérations. ➤

Les outils stratégiques habilitants de l'OPIC

Les données recueillies au moyen du SRTA faciliteront la prise de décisions aux fins, par exemple, de l'établissement et du suivi des mesures de l'efficience et de la productivité, de l'amélioration des processus et de l'analyse coûts-avantages des investissements.

- *Mesure du rendement par rapport au Plan stratégique de l'OPIC.* Cette initiative ouvre la porte à un changement de cap vers une culture axée sur le rendement dans l'ensemble de l'organisation, en plus de faciliter le processus de prise de décisions fondées sur des faits par les cadres dans l'optique de l'atteinte des objectifs stratégiques.
- *Utilisation continue de la recherche stratégique pour soutenir l'OPIC dans l'amélioration de ses initiatives et ses activités en matière de politique, de programme et de prestation de services.* La recherche stratégique au sein de l'OPIC englobe la recherche économique, l'analyse stratégique des priorités, la collecte de données et l'entretien des relations avec la communauté de recherche économique relative à la PI dans son ensemble. Cet outil stratégique habilitant appuie les orientations politiques de l'organisation par des recherches sur le lien entre la PI et l'innovation et leurs répercussions sur l'économie. La fonction d'analyse stratégique est utile pour les secteurs d'activité de l'OPIC puisqu'elle permet l'examen des principaux facteurs économiques dans le but d'approfondir les connaissances et les renseignements sur les entreprises qui faciliteront la prise de décisions relatives à une gamme

d'améliorations politiques, réglementaires et administratives.

- *Élaboration et approbation d'une stratégie de gestion de l'information devant servir de fondement au Programme de gestion de l'information de l'OPIC.* La stratégie jette les bases d'un plan d'action par étapes visant à organiser et à structurer le fonds de renseignements de l'organisation, ce qui aura pour effet de faciliter la recherche et la récupération de ceux-ci et de fournir la gouvernance requise pour gérer l'information. Conformément à la législation et aux exigences en matière de gestion de l'information, des travaux ont été amorcés concernant l'établissement de normes et de lignes directrices, le perfectionnement des compétences et du soutien, et la mise en place de processus et de techniques de collaboration afin de partager les connaissances.
- *Le Centre de ressources de l'OPIC a continué d'aider les employés à atteindre leurs objectifs professionnels.* De nouveaux outils de bureau permettent désormais aux employés d'avoir l'accès rapide et facile qui leur était nécessaire à de précieuses ressources d'information en ligne, soit à plus de 50 000 périodiques électroniques, à 50 bases de données et à 5 500 titres de livres numériques, ressources qui leur sont utiles dans leurs tâches, comme les examens des demandes de brevets et de marques de commerce. Le personnel a eu recours à ces ressources si l'on considère les 525 000 téléchargements et plus qu'il a effectués. En outre, le Centre a répondu à plus de 10 000 demandes de documentation et tient une collection de documents imprimés qui a servi à plus de 17 000 reprises.

Conclusion – La voie de l'avenir



Les prévisions économiques actuelles prédisent, pour la plupart, une période prolongée d'incertitude économique mondiale. Par conséquent, il sera difficile pour les gouvernements, les entreprises et les OPI de partout dans le monde de naviguer dans ce climat d'incertitude tout en atteignant leurs principaux objectifs stratégiques.

L'OPIC a démontré qu'il possédait la souplesse nécessaire pour apporter les ajustements nécessaires à sa gestion des opérations et des ressources de manière à maintenir le cap et à réagir adéquatement à un environnement en constante évolution.

En outre, l'OPIC a prouvé, en 2009-2010, qu'il était en mesure de gérer ses activités malgré l'incertitude qui régnait tout en continuant de réaliser des progrès vers les résultats exposés dans son Plan stratégique 2007-2012.

En 2010-2011, nous nous inspirerons de ces progrès et poursuivrons nos efforts pour :

- améliorer les services à la clientèle afin d'avoir un rendement égal, voire supérieur, à celui d'organisations de PI de premier plan;

- encourager un usage efficace des actifs de PI et des renseignements connexes parmi les PME canadiennes afin de permettre à ces dernières d'acquérir un avantage concurrentiel;
- faire en sorte que le cadre administratif de la PI du Canada soit concurrentiel sur la scène internationale;
- faire preuve de leadership pour mieux positionner le Canada dans le milieu international de la PI;
- attirer et garder les personnes dotées des compétences dont a besoin l'organisation;
- veiller à ce que l'OPIC soit une organisation apprenante où les capacités individuelles et le leadership organisationnel sont renforcés.

Conscient de l'importance fondamentale de la PI dans le développement économique du Canada, et en collaboration avec ses clients et partenaires, l'OPIC continuera d'administrer et de perfectionner le régime des droits de la PI du Canada, au bénéfice de tous les Canadiens. Grâce à l'énergie créative de nos employés et à l'esprit novateur et entrepreneurial des utilisateurs du régime de la PI du Canada, nous poursuivrons nos efforts vers l'atteinte de nos objectifs stratégiques.

États financiers vérifiés

Rapport de gestion

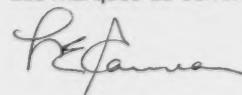
Nous avons préparé les états financiers ci-joints du Fonds renouvelable (le « Fonds ») de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada tels qu'exigés par et selon la politique du Conseil du Trésor concernant les fonds renouvelables, et les normes et exigences de rapport du receveur général du Canada. Ces états financiers ont été préparés par la direction du Fonds selon les principales conventions comptables établies et énoncées à la note 2 des états financiers, sur une base comparable à celle de l'exercice précédent.

La responsabilité concernant l'intégrité et l'objectivité des données de ces états financiers incombe à la gestion du Fonds. Certains renseignements inclus dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et jugements de la gestion tout en tenant compte de leur importance relative. Pour s'acquitter de ses responsabilités de comptabilité et d'information, le Fonds maintient une série de comptes qui représentent un enregistrement centralisé des opérations financières du Fonds. À moins d'avis contraire, les renseignements financiers présentés dans les états ministériels et ailleurs dans les Comptes publics du Canada sont conformes aux renseignements apparaissant dans les états financiers.

La gestion des services financiers du Fonds élabore et distribue les politiques de gestion financière et de comptabilité et émet des directives spécifiques assurant le respect de normes de comptabilité et de gestion financière. Le Fonds maintient des systèmes de gestion financière et de contrôle interne qui tiennent compte des coûts, des avantages et des risques. Ils sont conçus afin de fournir une certitude raisonnable que les opérations sont approuvées par le Parlement, exécutées selon les règlements applicables et comptabilisées adéquatement afin d'assurer la reddition des comptes à l'égard des fonds publics et de protéger les actifs confiés à la gestion du Fonds. Le Fonds s'efforce également d'assurer l'objectivité et l'intégrité des données contenues dans ses états financiers par la sélection, la formation et le développement attentifs d'un personnel qualifié, par des arrangements organisationnels permettant un partage juste des responsabilités et par des programmes de communication visant à assurer que ses règlements, conventions, procédures et niveaux d'autorités directoriales soient correctement appliqués au sein de l'organisation.

À la demande du Fonds, les présents états financiers ont été examinés par des vérificateurs externes, leur rôle consistant à exprimer une opinion concernant la présentation fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux principes comptables des fonds renouvelables du gouvernement du Canada énoncés à la note 2 des états financiers.

Approuvé par : Commissaire aux brevets, registaire
des marques de commerce et présidente,


Mary Carman

Directeur, Direction des finances,


André Rousseau, CGA

États financiers vérifiés

Deloitte.

Deloitte & Touche, s.r.l.
800 - 100, rue Queen
Ottawa, Ontario
K1P 5T8

Tél: (613) 236-2442
Téléc: (613) 236-2195
www.deloitte.ca

Rapport des vérificateurs

Au sous-ministre,
Industrie Canada

Nous avons vérifié l'état de la situation financière du Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada (le « Fonds ») au 31 mars 2010 et les états des résultats et du passif net et des flux de trésorerie de l'exercice terminé à cette date. Ces états financiers ont été établis pour satisfaire à l'article 4 de la Politique du Conseil du Trésor du Canada sur les autorisations spéciales de dépenser les recettes et en vertu de la Loi sur les fonds renouvelables. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds au 31 mars 2010 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables s'appliquant aux fonds renouvelables du gouvernement du Canada, tel qu'il est décrit à la note 2 afférente aux états financiers.

Ces états financiers, qui n'ont pas été établis, et qui n'avaient pas à être établis, selon les principes comptables généralement reconnus du Canada, sont fournis uniquement à titre d'information et pour être utilisés par la direction du Fonds et le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada afin de communiquer l'utilisation de l'autorisation du Fonds renouvelable. Ces états financiers ne sont pas destinés à être utilisés, et ne doivent pas l'être, par des personnes autres que les utilisateurs déterminés, ni à aucune autre fin que la ou les fins auxquelles ils ont été établis.

Deloitte & Touche s.r.l.

Comptables agréés
Experts-comptables autorisés

Le 14 mai 2010

État de l'autorisation fournie (employée) (non vérifié)
pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	2010		2009	
	Prévisions	Chiffres réels	Prévisions	Chiffres réels
Bénéfice net	3 397	3 085	3 252	8 363
Plus : éléments ne nécessitant aucune utilisation de fonds	5 562	3 238	5 960	2 682
Fonds provenant des opérations	8 959	6 323	9 212	11 045
Moins : éléments nécessitant l'utilisation de fonds				
Acquisitions nettes d'immobilisations	8 000	2 741	8 000	1 736
Autres éléments nets d'actifs et de passifs	(243)	2 262	6 064	(3 617)
Autorisation fournie (employée)	1 202	1 320	(4 852)	12 926

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Rapprochement de l'autorisation (non employée) (non vérifié)
au 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	2010		2009	
			(Redressé - note 3)	
Solde débiteur de l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF)		(147 981)		(150 106)
Virement du Conseil du Trésor pour prestations de cessation d'emploi		—	(309)	
		(147 981)	(150 415)	
Plus : imputation des crébiteurs à la fin de l'exercice (CAFE) sur le compte du crédit après le 31 mars		6 484		7 254
Moins : montants crédités au compte du crédit après le 31 mars		1 563		2 360
Autres éléments		5 696		1 915
Autorisation nette fournie à la fin de l'exercice		(148 756)		(147 436)
Limite de l'autorisation		5 000		5 000
Autorisation non employée reportée		153 756		152 436

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États financiers vérifiés

État de la situation financière
au 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé - note 3)
Actif		
À court terme		
Petite caisse	2	2
Débiteurs		
Gouvernement du Canada	34	715
Tiers	1 529	1 646
Revenus non facturés	7 676	7 082
Charges payées d'avance	1 025	232
	<u>10 266</u>	<u>9 677</u>
Immobilisations (note 4)	10 465	11 965
Revenus non facturés	1 441	1 252
	<u>22 172</u>	<u>22 894</u>
Passif		
À court terme		
Comptes de dépôts	3 441	2 888
Créditeurs		
Gouvernement du Canada	2 724	678
Tiers	5 112	11 612
Revenus reportés	39 866	39 259
	<u>51 143</u>	<u>54 437</u>
Prestations de cessation d'emploi (note 5)	14 695	9 909
Revenus reportés	45 284	52 708
	<u>59 979</u>	<u>62 617</u>
Obligations contractuelles (note 7)		
Éventualités (note 11)		
Passif net (note 6)	(88 950)	(94 160)
	<u>22 172</u>	<u>22 894</u>

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États financiers vérifiés

État des résultats et du passif net
pour l'exercice terminé le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé - note 3)
Revenus	149 448	142 936
Dépenses		
Salaires et avantages sociaux	97 542	91 519
Services professionnels	26 397	25 162
Amortissement des immobilisations	4 241	3 704
Logement	8 630	8 226
Matériels et fournitures	1 328	1 467
Information	311	323
Communications	836	793
Voyages	681	959
Fret et courrier	478	472
Entretien et réparation	889	1 059
Formation	763	687
Location	174	202
Mauvaise créance	2	—
	142 272	134 573
Bénéfice net avant ajustement	7 176	8 363
Ajustement pour prestations de cessation d'emploi (note 5)	(4 091)	—
Bénéfice net	3 085	8 363
Passif net, au début de l'exercice	(94 160)	(91 770)
Ressources financières nettes fournies et variation de l'INASAF, au cours de l'exercice	2 125	(10 753)
Passif net, à la fin de l'exercice	(88 950)	(94 160)

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

États financiers vérifiés

État des flux de trésorerie pour l'exercice
terminé le 31 mars 2010 (en milliers de dollars)

	2010	2009 (Redressé - note 3)
Activités d'exploitation		
Bénéfice net	3 085	8 363
Plus : amortissement des immobilisations	4 241	3 704
	<hr/> 7 326	<hr/> 12 067
Variation du fonds de roulement (note 8)	(3 883)	(3 445)
Variation des autres éléments d'actif et de passif		
Revenus non facturés	(189)	495
Prestations de cessation d'emploi	4 786	422
Revenus reportés	<hr/> (7 424)	<hr/> 2 950
	<hr/> (2 827)	<hr/> 3 867
Ressources financières nettes provenant des activités d'exploitation	616	12 489
Activités d'investissement		
Acquisition d'immobilisations	(2 741)	(1 736)
Ressources financières nettes provenant des activités d'investissement et variation de l'INASAF, au cours de l'exercice	(2 125)	10 753
INASAF, au début de l'exercice	150 106	139 353
INASAF, à la fin de l'exercice (note 6)	147 981	150 106

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Notes aux états financiers

Exercice terminé le 31 mars 2010

(montants dans les tableaux en milliers de dollars)

1 – Autorisation et objectif

Le Fonds renouvelable (le « Fonds ») de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada octroie ou enregistre les droits exclusifs de propriété intellectuelle (PI) au Canada. En échange, le Fonds acquiert des renseignements sur la PI et des technologies de pointe qu'il diffuse auprès des entreprises, des industries et des citoyens canadiens pour améliorer leur rendement économique et leur compétitivité et pour inciter de nouvelles inventions et innovations.

Le Fonds a été établi le 1^{er} avril 1994. L'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor fut octroyée le 22 février 1994 pour une somme maximale de 15 millions de dollars. Au cours de l'exercice terminé le 31 mars 2002, la somme maximale de l'autorisation de dépenser à même les sommes du Trésor a été réduite à 5 millions de dollars. Le Parlement a accordé au Fonds l'autorisation permanente de puiser dans le Trésor pour effectuer des paiements aux titres du fonds de roulement, de l'acquisition d'immobilisations et du financement temporaire du déficit d'exploitation accumulé. Le Fonds peut retenir les surplus afin de poursuivre l'automatisation des opérations.

Conformément à la décision du Conseil du Trésor # 833200 (Compression des dépenses du budget de 2006), datée du 30 novembre 2006 et prenant effet en 2006-2007, le Fonds a transféré 50 millions de dollars de son surplus accumulé à l'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »).

Le Fonds n'est pas sujet à l'impôt sur le revenu.

2 – Principales conventions comptables

Base de présentation

Les états financiers ont été établis conformément aux obligations de rendre compte pour les fonds renouvelables définis par le receveur général du Canada. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que :

- les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas déclarés comme une charge;
- les passifs liés aux vacances et les prestations de cessation d'emploi sont basés sur des estimations de la direction plutôt que sur des évaluations actuarielles;
- les passifs éventuels sont divulgués plutôt qu'enregistrés.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

Constatation des revenus

Les droits reçus pour le traitement de brevets, de marques de commerce et de dessins industriels sont comptabilisés à titre de revenus reportés jusqu'à ce que les services soient rendus; les droits sont à ce moment comptabilisés à titre de revenus. Des décomptes d'inventaires détaillés des applications ont lieu afin de déterminer le montant de revenus reportés, qui tient compte de la cédule de droits liés à l'application. Des taux différents peuvent être facturés selon la taille de l'entité. Les abandons au cours du processus d'application sont comptabilisés à titre de revenus gagnés. Lorsque le travail est complété avant que les droits soient reçus, les montants sont présentés comme revenus non facturés. Les droits sont prescrits par divers décrets en conseil.

Notes aux états financiers

Immobilisations et amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties selon la méthode linéaire, commençant au cours du mois suivant l'acquisition et s'échelonnant sur leurs durées de vie utiles estimatives, comme suit :

Logiciels	3 ans
Matériel informatique	3-5 ans
Améliorations locatives	5 ans
Équipement	10 ans
Ameublement	10 ans
Systèmes	durée de vie utile estimative, commençant dans l'exercice au cours duquel le système deviendra opérationnel

Prestations de cessation d'emploi

Les employés du Fonds ont droit à des prestations de cessation d'emploi calculées sur le niveau du salaire au moment de la cessation de l'emploi tel que prévu dans leurs conventions collectives et leurs conditions d'emploi. Ces prestations sont dues au fur et à mesure que l'employé rend les services nécessaires pour les gagner.

Régime de retraite

Les employés du Fonds sont protégés par le Régime de pension de retraite de la fonction publique administré par le gouvernement du Canada. En vertu de la présente Loi, les contributions versées au Régime par le Fonds sont limitées à un montant égal aux contributions de l'employé compte tenu de son service courant. Ces contributions représentent les obligations totales de pension du Fonds et sont imputées aux opérations sur une base courante. Le Fonds n'est pas tenu, dans le cadre de la Loi actuelle, de verser des contributions pour pallier les insuffisances actuarielles du Compte de pension de retraite de la fonction publique ni les frais au Trésor pour les paiements d'indexation en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*.

Utilisation d'estimations comptables

La préparation d'états financiers en conformité avec les principes comptables généralement reconnus exige que la gestion établisse des estimations et hypothèses comptables affectant les montants d'actif, de passif, de revenus et de dépenses rapportés durant la période, ainsi que la divulgation d'éventualités reliées aux actifs et passifs à la date des états financiers. Les résultats réels pourraient différer des estimés comptables. L'utilisation d'estimations comptables concerne principalement les revenus, la durée de vie utile estimative des immobilisations et les obligations salariales à payer. Ces estimations sont revues annuellement et, si des ajustements sont nécessaires, ils sont constatés dans les états financiers au cours de l'exercice où ils sont connus.

Notes aux états financiers

3 – Ajustement de l'exercice précédent

Au cours de l'exercice, le Fonds a constaté que les revenus reportés de l'exercice précédent étaient sous-évalués et que les revenus gagnés étaient sur-évalués. La sous-évaluation des revenus reportés était due à une mauvaise interprétation de l'une des données reçues pour fins de rapports financiers. Ainsi, le Fonds a redressé ses états financiers comparatifs de l'exercice financier 2008-2009. Le tableau suivant détaille les effets de ce redressement sur les états financiers comparatifs.

Poste aux états financiers	Montant de l'exercice précédent	Montant de l'exercice précédent – redressé	Variance
État de la situation financière			
Revenus reportés à court terme	39 259	39 259	–
Revenus reportés à long terme	49 643	52 708	3 065
Passif net	91 095	94 160	3 065
État des résultats et du passif net			
Revenus	144 560	142 936	(1 624)
Bénéfice net	9 987	8 363	(1 624)
Passif net, au début de l'exercice	90 329	91 770	1 441
Passif net, à la fin de l'exercice	91 095	94 160	3 065
État des flux de trésorerie			
Résultat net	9 987	8 363	(1 624)
Revenus reportés	1 326	2 950	1 624

4 – Immobilisations et amortissement cumulé (en milliers de dollars)

Immobilisations	Solde au 1^{er} avril 2009	Acquisitions	Aliénations	Solde au 31 mars 2010
Améliorations				
locatives	22 110	22	–	22 132
Logiciels	9 753	554	193	10 114
Matériel informatique	1 793	–	22	1 771
Équipement	31	–	–	31
Ameublement	115	182	–	297
Systèmes				
INTREPID	3 983	–	–	3 983
TechSource	7 984	–	2 623	5 361
Autres	12 594	–	23	12 571
Systèmes en développement	698	1 983	–	2 681
	59 061	2 741	2 861	58 941

Notes aux états financiers

Amortissement cumulé	Solde au 1 ^{er} avril 2009	Amortissement	Aliénations	Solde au 31 mars 2010
Améliorations				
locatives	19 687	1 124	—	20 811
Logiciels	7 479	1 290	193	8 576
Matériel informatique	1 648	53	22	1 679
Équipement	4	3	—	7
Ameublement	10	21	—	31
Systèmes				
INTREPID	3 916	62	—	3 978
TechSource	6 361	541	2 623	4 279
Autres	7 991	1 147	23	9 115
Systèmes en développement	—	—	—	—
	47 096	4 241	2 861	48 476
	11 965			10 465

5 — Prestations de cessation d'emploi

Jusqu'au 31 mars 2009, les prestations de cessation d'emploi gagnées par un employé précédent son embauche au sein du Fonds représentaient une obligation du Conseil du Trésor et, donc, n'avaient pas été inscrites aux états financiers du Fonds. Le passif pour les prestations gagnées à partir du moment de l'embauche d'un employé pour le Fonds ont été inscrites aux comptes comme indemnité à payer aux employés. À compter du 1^{er} avril 2009, le Fonds est responsable de toutes les prestations de cessation d'emploi de ses employés. Un ajustement unique de 4 091 347 \$ a été requis pour enregistrer le passif dans les comptes pour le montant total des prestations de cessation d'emploi gagnées par les employés, sans tenir compte du moment auquel un employé s'est joint au Fonds. Le compte de passif à long terme pour les prestations de cessation d'emploi a été ajusté en conséquence en contrepartie du surplus cumulé du Fonds.

	2010	2009
Prestations de cessation d'emploi, début de l'exercice	9 909	9 486
Prestations payées au cours de l'exercice	(709)	(558)
Dépense de l'exercice	5 495	981
Prestation de cessation d'emploi, fin de l'exercice	14 695	9 909

6 — Passif net

Imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (« INASAF »)

L'imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds représente la position de trésorerie tenue par le gouvernement pour le Fonds.

Surplus accumulé

Le surplus accumulé est une accumulation des surplus de chaque exercice incluant l'imputation du déficit d'ouverture de 9 448 000 \$ au moment de l'établissement du Fonds.

Notes aux états financiers

	2010	2009 (Redressé - note 3)
Surplus accumulé, au début de l'exercice	55 946	47 583
Résultats nets	3 085	8 363
Surplus accumulé, à la fin de l'exercice	59 031	55 946
INASAF, à la fin de l'exercice	(147 981)	(150 106)
Passif net	(88 950)	(94 160)

7 – Obligations contractuelles

Le Fonds est lié en vertu d'obligations contractuelles pour :

Services de technologies de l'information avec		
Travaux Publics et Services Gouvernementaux du Canada	2011	4 800
		<u>4 800</u>
Location des locaux	2011	8 849
	2012	8 953
	2013	9 071
		<u>26 873</u>
Développement et support à l'entretien		
d'applications dans le cadre du programme		
d'amélioration constante des systèmes	2011	2 193
		<u>2 193</u>
Services de recherche et accès à des bases		
de données en ligne	2011	1 880
		<u>1 880</u>

8 – Variations du fonds de roulement

Les composantes des variations de l'actif et du passif à court terme comprennent :

	2010	2009
Comptes débiteurs	798	922
Revenus non facturés (court terme)	(594)	308
Charges payées d'avance	(793)	(61)
Comptes de dépôts	553	549
Comptes créditeurs	(4 454)	(4 799)
Revenus reportés (court terme)	607	(364)
	<u>(3 883)</u>	<u>(3 445)</u>

Notes aux états financiers

9 — Opérations entre apparentés

Le Fonds est apparenté, à titre de propriété commune, à tous les ministères, organismes et sociétés d'État créés par le gouvernement fédéral. Les paiements liés au logement, à la traduction, au contentieux, à la rémunération et avantages sociaux, aux services de courrier et de sécurité ainsi qu'aux services informatiques pour l'ordinateur central furent effectués avec les parties concernées pendant le cours normal des opérations.

10 — Assurance

Le Fonds n'assure pas ses biens conformément à la pratique adoptée dans le cadre de la politique gouvernementale d'auto-assurance.

11 — Éventualités

Congés de maladie

Les employés peuvent accumuler les congés de maladie non utilisés. Toutefois, ces congés ne sont pas dévolus et ne peuvent être utilisés qu'en cas de maladie. Le montant des indemnités à payer en congés de maladie au cours des prochains exercices ne peut être raisonnablement déterminé et ne figure donc pas dans les présents états financiers. Le paiement des indemnités de congés de maladie est inclus dans les opérations en cours au moment où il est encouru.

Renseignements financiers supplémentaires

Fonds renouvelable

À titre d'OSS d'Industrie Canada doté d'un fonds renouvelable, l'OPIC finance entièrement ses activités grâce aux revenus générés par les frais qu'il perçoit pour la prestation de ses services en matière de PI.

Les états financiers du Fonds renouvelable (le « Fonds ») de l'OPIC ont été préparés conformément aux exigences du receveur général du Canada pour les fonds renouvelables. La méthode de comptabilité utilisée dans ces états financiers diffère des principes comptables généralement reconnus au Canada parce que les services obtenus sans frais d'autres ministères gouvernementaux ne sont pas présentés comme des dépenses; les dépenses et les engagements liés aux prestations de cessation d'emploi excluent la partie non financée par le Fonds; et le passif éventuel est divulgué plutôt que comptabilisé. Certains renseignements compris dans ces états financiers sont fondés sur les meilleures estimations et le jugement de la direction, compte tenu de leur importance relative.

L'OPIC élabore des politiques comptables, gère les systèmes financiers et exerce des contrôles internes nécessaires pour s'acquitter de ses responsabilités en matière de comptabilité et de rapport. Grâce à de saines pratiques de gestion financière et à des contrôles comptables internes rigoureux, l'administration financière de l'OPIC offre l'assurance raisonnable que les opérations de l'organisme sont comptabilisées et exécutées conformément aux pouvoirs qui sont conférés et que ses actifs sont protégés.

Dans le cadre de la fonction de contrôleur moderne et afin d'améliorer la responsabilisation et les comptes rendus de la direction, l'OPIC fait appel à des vérificateurs externes qui examinent les états financiers et donnent une opinion sur la question de savoir si ces états présentent fidèlement la situation financière de l'organisme à la fin de l'exercice.

Rapport de gestion

Bilan

Le bilan du Fonds témoigne de la saine situation financière de l'OPIC. À la fin de mars 2010, le bilan (note 6) indique que l'OPIC a enregistré une imputation nette accumulée sur l'autorisation du Fonds (INASAF — représentant la trésorerie du Fonds) de 148,0 millions de dollars, ou 59,4 millions si l'on exclut les revenus reportés et comptes de dépôts à court et à long terme. Un montant de 9,1 millions de dollars est enregistré au titre des revenus non facturés, qui correspondent à la valeur du travail achevé avant la réception des taxes ou des droits. Les revenus non facturés ont trait principalement à l'examen et à l'enregistrement des marques de commerce : l'OPIC reçoit une partie des droits d'examen avant le début du travail (ces droits sont consignés dans les revenus reportés), le solde étant perçu après l'achèvement du travail et comptabilisé dans les revenus non facturés.

Renseignements financiers supplémentaires

Les immobilisations de 10,5 millions de dollars, déduction faite de l'amortissement, représentent essentiellement la valeur nette des systèmes des secteurs d'activité, les locaux loués à bail et d'autres systèmes et logiciels de TI en cours de développement. Chaque année, on effectue des investissements en vue de renforcer les capacités de TI afin qu'elles correspondent bien aux objectifs et aux besoins opérationnels de l'OPIC.

Dans le passif, les revenus reportés à court et à long terme, soit respectivement 39,9 millions de dollars et 45,3 millions de dollars, représentent la somme déjà payée pour les services à fournir dans un proche avenir et sont liés directement à l'arriéré des demandes de brevets et de marques de commerce à examiner. Le montant actuel total des revenus reportés représente l'équivalent des travaux à exécuter durant le prochain exercice. Le solde des comptes créditeurs de 7,8 millions de dollars représente une diminution de 4,5 millions de dollars par rapport à l'exercice précédent et se rapporte principalement à des sommes dues à des tiers de l'extérieur. Les prestations de cessation d'emploi des employés ont été rajustées à la hausse de 4,1 millions de dollars pour que soit inscrit dans les comptes le passif au titre des prestations totales accumulées par les employés, comme l'exige la politique du Conseil du Trésor sur les fonds renouvelables. Les autres éléments d'actif et de passif sont demeurés relativement stables.

Le surplus accumulé s'élevait à 59,0 millions de dollars au 31 mars 2010. Grâce au surplus accumulé, l'OPIC pourra rester à la fois financièrement responsable et viable et il sera en mesure de maintenir et d'améliorer ses niveaux de service. Il pourra, par exemple, réduire ses délais d'exécution et investir dans le renouvellement et l'expansion de ses systèmes de TI afin d'améliorer les produits et services offerts et, ainsi, de répondre aux besoins en constante évolution des clients, de respecter ses obligations internationales et d'offrir des produits et des services équivalents à ceux d'autres OPI internationaux.

État des résultats

Les revenus pour l'exercice 2009-2010 s'élèvent à 149,5 millions de dollars, ce qui représente une augmentation de 6,5 millions de dollars (4,6 % par rapport au dernier exercice). Les dépenses pour la même période se sont élevées à 142,3 millions de dollars, soit une augmentation de 7,7 millions de dollars (5,7 % par rapport à l'année dernière). Cela s'explique essentiellement par une hausse des dépenses salariales, car l'OPIC a continué d'embaucher de nouveaux examinateurs. Cet investissement dans les ressources humaines a déjà eu une incidence positive considérable sur les délais d'exécution dans de nombreux secteurs. L'OPIC affichait un revenu net de 7,2 millions de dollars avant un rajustement ponctuel des prestations de cessation d'emploi des employés, comme il est indiqué ci-dessus, ce qui a ramené le revenu net à 3,1 millions de dollars.

Pour de plus amples renseignements sur les revenus et les dépenses, veuillez consulter les tableaux à l'appendice B.

Appendice A : Données sur les réalisations

	2007-2008	2008-2009	2009-2010
Demandes déposées			
Brevets	41 321	40 796	37 375
Nationaux	10 642	9 961	9 121
Traité de coopération en matière de brevets	30 679	30 835	28 254
Marques de commerce	47 586	43 526	42 213
Droits d'auteur	9 321	8 424	9 171
Dessins industriels	5 174	4 864	4 598
Topographies de circuits intégrés	—	2	—
Administration chargée de la recherche internationale (ACRI)	2 385	2 246	2 202
Administration chargée de l'examen préliminaire international (ACEPI)	430	331	368
Requêtes d'examen			
Brevets	27 116	30 376	30 187
Demandes traitées			
Brevets	33 673	35 188	39 108
Délivrances ou enregistrements			
Brevets	18 554	18 251	20 118
Marques de commerce	25 314	26 697	26 002
Droits d'auteur	9 254	8 273	9 021
Dessins industriels	5 947	5 659	5 078
Topographies de circuits intégrés	—	2	—
Abandons			
Marques de commerce	15 243	18 221	18 482
Droits d'auteur	132	140	180
Dessins industriels	427	482	416
Maintiens ou renouvellements			
Brevets	307 382	308 249	306 856
Marques de commerce	8 688	9 104	9 984
Dessins industriels	1 259	1 807	1 575
Cessions			
Brevets	43 911	41 215	39 983
Marques de commerce*	13 353	14 610	14 382
Droits d'auteur	2 009	1 335	1 334
Dessins industriels	2 265	1 814	1 248
Topographies de circuits intégrés	—	—	—
* Modifié rétroactivement de façon à ne plus tenir compte des changements et des cessions			
Demandes de renseignements traitées			
Brevets	21 615	19 105	14 536
Demandes concernant l'état de brevets	735	1 249	1 702
Marques de commerce	20 870	23 555	22 021
Droits d'auteur	7 430	7 859	6 915
Dessins industriels	1 076	1 105	1 105
Topographies de circuits intégrés	10	18	20
Demandes de renseignements généraux	19 114	19 811	25 998
Total des demandes	70 850	72 702	72 297

Appendice B : Données financières

Figure 1 *Revenus, par produit et service*

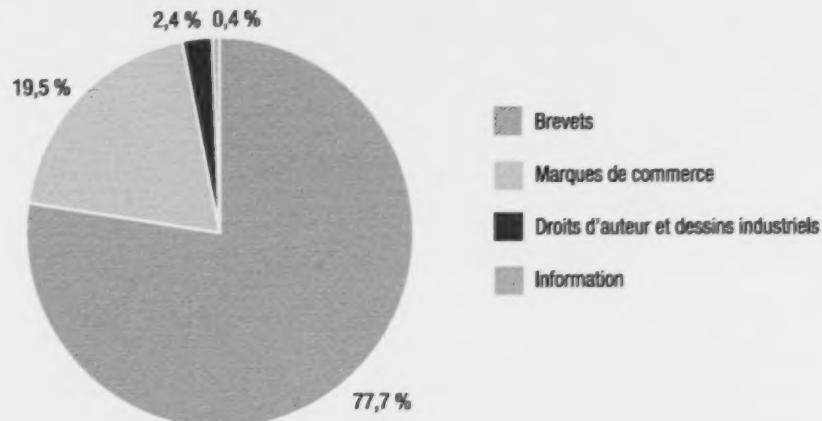


Figure 2 *Dépenses de fonctionnement, par catégorie*

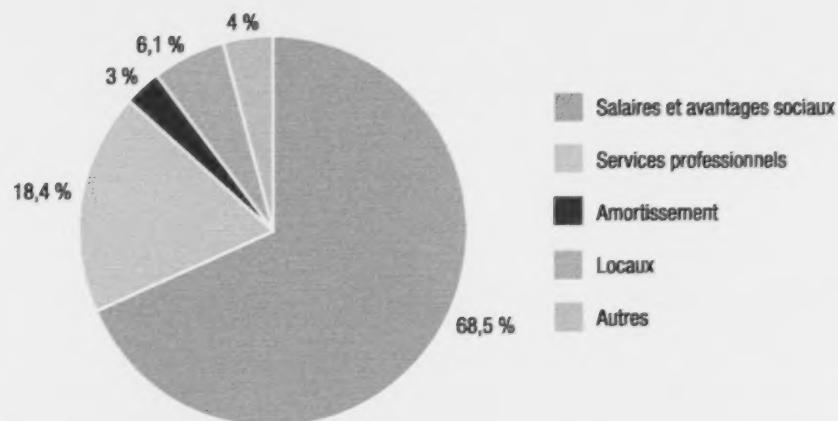


Figure 3 *Dépenses, par regroupement de directions*

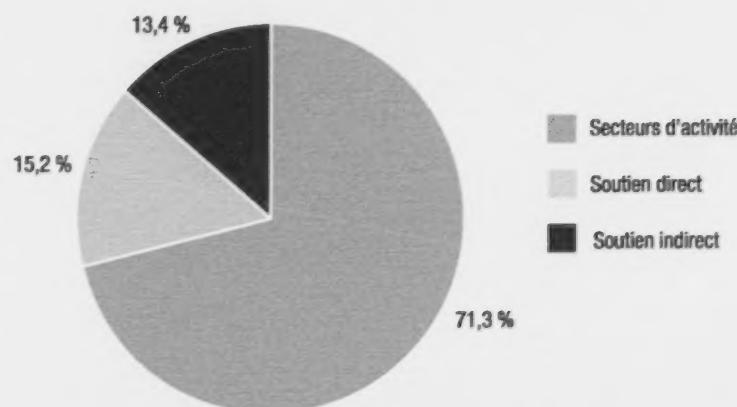


Figure 4 Revenus — Brevets

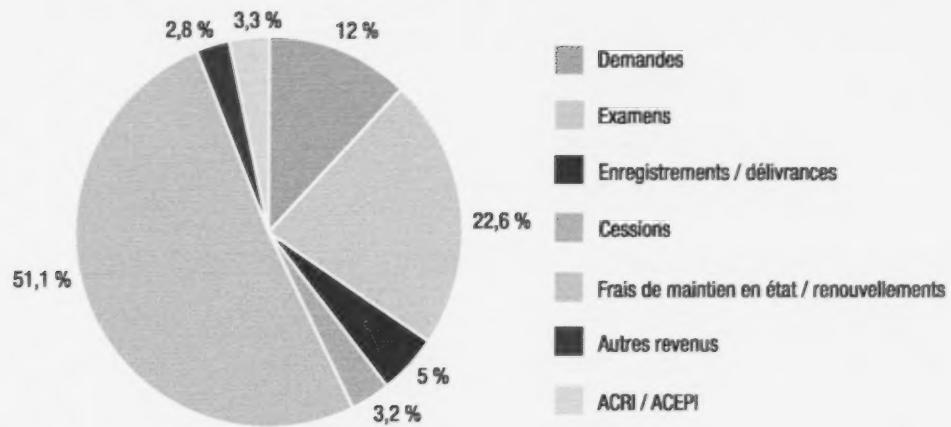


Figure 5 Revenus — Marques de commerce

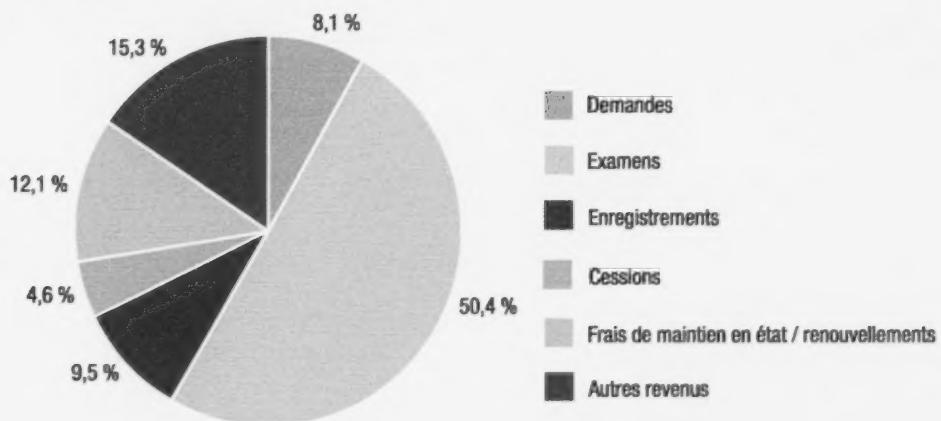
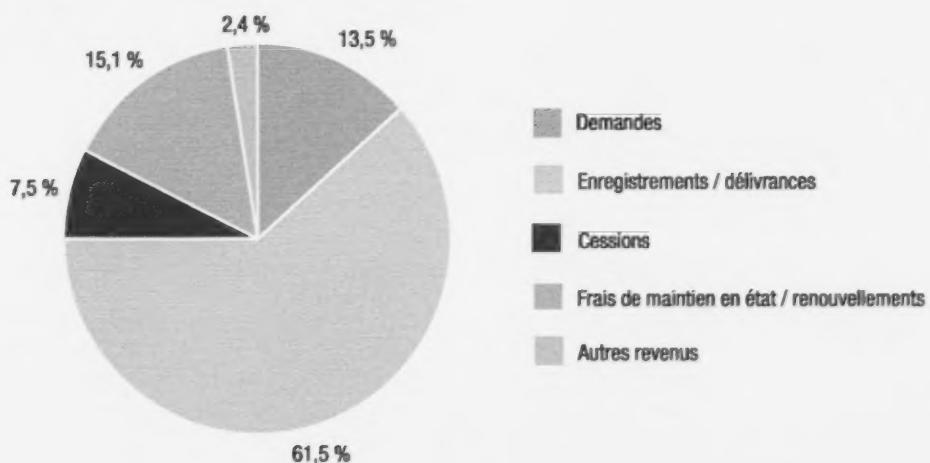


Figure 6 Revenus — Droits d'auteur et dessins industriels



Liste des tableaux et figures supplémentaires disponibles en ligne

http://www.cipo.ic.gc.ca/eic/site/cipointernet-internetopic.nsf/eng/h_wr00094.html

Tableaux

- 2 Demandes de marques de commerce déposées, selon la langue
- 3 Demandes de marques de commerce déposées et enregistrées, par province ou territoire
- 4 Les 10 principaux requérants de marques de commerce
- 5 Les 10 principaux propriétaires de marques de commerce
- 6 Résultats opérationnels — Commission des oppositions des marques de commerce
- 7 Demandes de marques de commerce déposées et enregistrées, selon l'origine indiquée par le requérant
- 8 Demandes de brevets déposées, selon la langue
- 9 Demandes de brevets déposées, requêtes d'examen et brevets délivrés, par domaine
- 10 Demandes de brevets déposées et brevets délivrés aux résidants du Canada et aux résidants de pays étrangers
- 11 Les 10 principaux demandeurs de brevets
- 12 Les 10 principaux titulaires de brevets
- 13 Résultats opérationnels — Commission d'appel des brevets
- 14 Demandes de brevets déposées et brevets délivrés, selon l'origine indiquée par le demandeur
- 15 Demandes de droits d'auteur déposées, selon la langue
- 16 Demandes de droits d'auteur déposées et enregistrées, par province ou territoire
- 17 Droits d'auteur déposés et enregistrés, selon l'origine indiquée par le demandeur
- 18 Les 10 principaux demandeurs de droits d'auteur
- 19 Dessins industriels enregistrés, selon la langue
- 20 Demandes de dessins industriels déposées et enregistrées, par province ou territoire
- 21 Demandes de dessins industriels déposées et enregistrées, selon l'origine indiquée par le demandeur
- 22 Les 10 principaux demandeurs de dessins industriels
- 23 Les 10 principaux propriétaires de dessins industriels

Figures

- 7 Délais d'exécution des demandes de marques de commerce en attente d'examen
- 8 Demandes d'enregistrement de marques de commerce
- 9 Demandes de marques de commerce traitées
- 10 Requêtes d'examen de brevets
- 11 Demandes de brevets traitées
- 12 Demandes d'enregistrement de droits d'auteur
- 13 Demandes de droits d'auteur traitées
- 14 Demandes d'enregistrement de dessins industriels
- 15 Demandes de dessins industriels traitées
- 16 Consultations du site Web
- 17 Demandes de renseignements
- 18 Employés par groupe d'âge
- 19 Nombre d'employés
- 20 Employés selon le sexe

Appendice C : Engagements de service à la clientèle

Le tableau suivant présente la performance de l'OPIC en ce qui concerne les normes en matière de service à la clientèle pour 2009-2010. Veuillez noter que nous fournissons une note explicative lorsque nous avons obtenu un rendement de 10 % inférieur ou plus à la norme établie.

Services	Engagements	Résultats	Explication
Direction des brevets			
Examen — délais d'exécution			
Pourcentage des demandes accompagnées d'une requête d'examen en attente d'un premier rapport du bureau	Résultats attendus au 31 mars 2010 : 80 % des demandes accompagnées d'une requête d'examen seront en attente d'un premier rapport du bureau pendant moins de (selon la spécialité) :		
	Biotechnologie – 24 mois Électrique – 33 mois Mécanique – 18 mois Chimie organique – 21 mois Chimie générale – 21 mois	86 % 86 % 86 % 93 % 88 %	
Commission d'appel des brevets			
Brevets et dessins industriels			
Date de l'audience	Au 31 mars 2010 : Audience pour les demandes référées à la CAB avant janvier 2008	100 %	
Décision rendue	Au 31 mars 2010 : 80 % des demandes référées à la CAB avant 2008	34 %	Des modifications apportées aux pratiques et à la jurisprudence ont imposé des mesures additionnelles et augmenté le délai de traitement. La révision de demandes prioritaires transmises à la CAB après 2008 a aussi entraîné une augmentation des délais.

Appendice C

Services	Engagements	Résultats	Explication
Direction des marques de commerce			
Approuver les demandes recevables ou délivrer un premier rapport d'examen	dans un délai de 6,5 mois	6,4 mois	
Répondre à la correspondance des clients reçue à la suite d'un premier rapport d'examen	dans un délai de 4 mois suivant la réception de la correspondance	3,5 mois	
Commission des oppositions des marques de commerce			
Date de l'audience			
Opposition	dans un délai de 14 mois suivant la réception de la demande (aucune prorogation)	12 mois	
Demande en vertu de l'article 45	dans un délai de 18 mois suivant la réception de la demande	11 mois	
Décisions rendues			
Opposition sans audience	dans un délai de 11 mois suivant l'étape de la décision	9 mois	
Demande en vertu de l'article 45 sans audience	dans un délai de 13 mois suivant l'étape de la décision	10 mois	
Division des dessins industriels			
Délivrer un certificat de dépôt ou un rapport indiquant que la demande de dessin industriel est incomplète	dans les 3 semaines suivant la réception de la demande	2,2 semaines	
Examiner la demande pour déterminer si le dessin est enregistrable; approuver le dessin ou délivrer un premier rapport d'examen	dans les 9 mois suivant la réception de la demande	6,2 mois	

Services	Engagements	Résultats	Explication
Bureau du droit d'auteur			
Enregistrer un droit d'auteur et délivrer un certificat			
Pour les demandes reçues par la poste	dans les 7 jours ouvrables suivant la réception de la demande et du paiement des frais	6,2 jours	
Pour les demandes déposées par voie électronique	dans les 5 jours ouvrables suivant la réception de la demande et du paiement des frais	3 jours	
Enregistrer une cession d'intérêt et délivrer un certificat d'enregistrement de droit d'auteur	dans les 12 jours ouvrables suivant la réception de la demande et du paiement des frais	6,2 jours	
Centre de services à la clientèle (Direction de l'information)			
Répondre aux demandes de renseignements téléphoniques ou aux messages vocaux	sur-le-champ ou dans les 24 heures	88,8 %	
Répondre à la correspondance générale et aux demandes de renseignements transmises par courrier électronique ou par télécopieur	dans les 48 heures suivant la réception	88,8 %	
Donner accès à un agent d'information (sur place)	dans les 10 minutes	88,8 %	
Envoyer des publications sur la PI	envoi par la poste dans les 48 heures	88,8 %	
Section de la reproduction et des ventes			
Envoyer des photocopies de documents concernant les brevets et les marques de commerce sur support papier ou sous forme électronique	dans les 72 heures suivant la réception de la demande et avec preuve de paiement	96,3 %	
Envoyer des copies certifiées conformes de documents concernant les brevets, les marques de commerce et les droits d'auteur sur support papier	dans les 72 heures suivant la réception de la demande et avec preuve de paiement	96,3 %	

Appendice D : Membres de la haute direction et agents de développement des affaires

Membres de la haute direction

Commissaire aux brevets, registraire des marques de commerce et présidente

Mary Carman
Tél. : 819-997-1057
Téléc. : 819-997-1890
Courriel : mary.carman@ic.gc.ca

Sous-commissaire aux brevets et Directeur, Direction des brevets

Barney de Schneider
Tél. : 819-997-1947
Téléc. : 819-994-1989
Courriel : barney.deschneider@ic.gc.ca

Directrice exécutive par intérim, Stratégies et services organisationnels

Deborah Davis
Tél. : 819-997-2186
Téléc. : 819-997-1890
Courriel : deborah.davis@ic.gc.ca

Conseillère principale de la présidente

Joanne Rae
Tél. : 819-956-0505
Téléc. : 819-997-1890
Courriel : joanne.rae@ic.gc.ca

Directeur, Direction des solutions d'entreprise

Daniel Boulet
Tél. : 819-953-3995
Téléc. : 819-997-5016
Courriel : daniel.boulet@ic.gc.ca

Présidente, Commission d'appel des brevets

Agnès Lajoie
Tél. : 819-997-2949
Téléc. : 819-997-5052
Courriel : agnes.lajoie@ic.gc.ca

Directrice, Direction des marques de commerce

Lisa Power
Tél. : 819-997-2423
Téléc. : 819-997-1421
Courriel : lisa.power@ic.gc.ca

Directeur par intérim, Direction de l'information

Denis Simard
Tél. : 819-953-7594
Téléc. : 819-953-7620
Courriel : denis.simard@ic.gc.ca

Présidente, Commission des oppositions des marques de commerce

Darlene Carreau
Tél. : 819-997-2469
Téléc. : 819-997-5092
Courriel : darlene.carreau@ic.gc.ca

Directeur par intérim, Direction du droit d'auteur et des dessins industriels

Félix Dionne
Tél. : 819-953-1601
Téléc. : 819-953-6977
Courriel : felix.dionne@ic.gc.ca

Gestionnaire, Communications

John Embury
Tél. : 819-953-8077
Téléc. : 819-997-5052
Courriel : john.embury@ic.gc.ca

Agents de développement des affaires

Région de l'Atlantique

Cécile Klein

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
Centre de services aux entreprises
Canada – Nouvelle-Écosse
1575, rue Brunswick
Halifax (Nouvelle-Écosse) B3J 3K5
Tél. : 902-426-2172
Téléc. : 902-426-6530
Courriel : cecile.klein@cbsc.ic.gc.ca

Ontario

Dumitru Olariu

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
880, avenue Ouellette, bureau 603
Windsor (Ontario) N9A 6L7
Tél. : 519-971-2049
Téléc. : 519-791-0151
Courriel : dumitru.olariu@ic.gc.ca

Québec

Caroline Lefebvre

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
Place du Portage I, bureau C-227-86C
50, rue Victoria
Gatineau (Québec) K1A 0C9
Tél. : 819-956-8433
Téléc. : 819-953-7620
Courriel : caroline.lefebvre@ic.gc.ca

Région de l'Ouest

Michel Loiselle

Office de la propriété intellectuelle du Canada
Industrie Canada
400, avenue St. Mary, 4^e étage
Winnipeg (Manitoba) R3C 4K5
Tél. : 204-983-2687
Téléc. : 204-984-4329
Courriel : michel.loiselle@ic.gc.ca